

AVIS

POLITIK

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 06/11/2025 10:00

Intitulé : Travaux de gros œuvre clos et couvert – lycée (lot 6) à exécuter dans l'intérêt du Neie Bouneweger Lycée Luxembourg

Description : Travaux de charpente bois préfabriquée porteuse et non porteuse, (10 m³ bois massif et environ 2.300 m² de bois à caissons multiples) ; Travaux de charpente métallique porteuse et non porteuse, (environ 230 to d'aciers) ; Travaux de couverture de toitures plates accessibles et toitures terrasses, avec végétalisation extensive (environ 11.800 m²) ; Travaux de menuiseries extérieures en aluminium, acier, alu-bois et inox; Travaux de façades en mur rideau, alu bois (environ 1.000 m²) ; Travaux de façades préfabriquées (environ 4.600 m²) ; Travaux de stores extérieurs à lamelles motorisés (environ 870 pces) ; Travaux de façades isolées bardées avec des bardages en bois et métalliques (environ 5.800 m²) ; Travaux d'échafaudages, mise en œuvre de fermetures et protections provisoires et de dispositifs de sécurité.

La durée des travaux est de 471 jours ouvrables, à débuter début 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N° avis complet sur pmp.lu : 2502322

FRANCE

# La taxe qui fait trembler les milliardaires

Fabien Grasser

**L'idée de taxer les milliardaires sur leur patrimoine, préconisée par l'économiste Gabriel Zucman, est devenue centrale dans le débat public en France. Dans un climat social devenu inflammable en raison des inégalités croissantes et une situation désastreuse des finances publiques, Emmanuel Macron tente de louvoyer pour sauver les considérables avantages fiscaux qu'il a accordés aux plus riches.**

L'offensive médiatique contre l'ennemi est d'ampleur : depuis trois semaines, ils se relaient de façon presque continue pour étriller la « taxe Zucman ». Ce sont les habitués éditorialistes, politiques de droite (et d'extrême droite), grands patrons et économistes néolibéraux. Une certaine panique semble être dans l'air sur les plateaux de BFMTV, de CNews ou dans les colonnes du « Figaro » et des « Échos », médias appartenant tous à des milliardaires. On y dénonce à la fois un « impôt confiscatoire » et « anticonstitutionnel », qui provoquera « l'exil fiscal des plus riches » et détruira des millions d'emplois – des arguments, en somme, toujours brandis par les adversaires d'un juste partage des richesses. Quoi qu'il en soit, porté par la gauche, les syndicats et la société civile, le sujet de l'imposition des plus hauts patrimoines s'est imposé en tête de l'agenda politique. Le mouvement social qui a émergé ces dernières semaines s'en est pleinement emparé : rarement cette question aura été autant discutée par le grand public.

Gabriel Zucman, enseignant à l'École normale supérieure de Paris et à l'université de Berkeley, en Californie, a imaginé une taxe qui imposerait non pas les revenus, mais le patrimoine des milliardaires à hauteur de 2 à 3 % par an. Pour la France, il suggère une imposition de 2 % sur les patrimoines à partir de 100 millions d'euros. Cela concernerait 1.800 foyers fiscaux, sur les 41 millions que compte l'Hexagone. L'économiste français justifie cette taxe par le fait que, en France, les milliardaires sont taxés moitié moins que le reste de la population, avance Gabriel Zucman. Ces constats interviennent dans une situation budgétaire très tendue, en raison de la dérive des comptes publics.

« Les milliardaires paient très peu d'impôts, du fait de la structuration de leur patrimoine », expliquait au worxx l'économiste français Sébastien Laffitte, en juin dernier. « On ne parle pas vraiment d'évasion fiscale, dans le sens où le système d'imposition l'autorise, grâce notamment aux holdings. Elles permettent de séparer le patrimoine de la personne physique, en créant une personne morale qui détient les droits. Or, ce qu'il faut voir, c'est que les ultrariches le sont grâce aux revenus de leurs entreprises. Ils paient très peu d'impôt sur le revenu des personnes physiques, car ils arrivent à séparer leur patrimoine d'eux-mêmes », détaillait l'universitaire, par ailleurs chercheur associé à l'Observatoire européen de la fiscalité, un organisme précisément dirigé par Gabriel Zucman.

L'idée de cette taxe s'est peu à peu imposée dans le débat public. En février dernier, sur proposition des

écologistes, l'Assemblée nationale avait adopté la « taxe Zucman ». Mais en juin, le sénat l'avait rejetée. Sans doute, ses adversaires ne pensaient pas la voir ressurgir de sitôt. Un sondage montre que désormais 86 % des Français y sont favorables. Les banderoles et les panneaux plaçant pour son introduction étaient très présents lors du mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre et de la grève interprofessionnelle du 18 septembre, à l'appel des neuf premiers syndicats du pays.

## 210 milliards hors de contrôle

Cette adhésion est renforcée par les récentes conclusions, affligeantes et largement relayées, d'une commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises. L'État y consacre chaque année 210 milliards d'euros, ce qui en fait le premier poste budgétaire. Mais ces aides ne sont as-

## Un impôt à l'échelle mondiale

Le débat sur l'instauration de la taxe Zucman dépasse largement le cadre hexagonal et s'impose sur la scène internationale depuis que le président Lula l'a inscrite à l'agenda de la présidence brésilienne du G20, en 2024. Gabriel Zucman avait été invité à exposer ses préconisations pour taxer les milliardaires lors d'une réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, à Sao Paulo, en février 2024. Rappelant les avancées obtenues à l'échelle mondiale ces dix dernières années pour mieux taxer des multinationales, l'économiste français avait assuré que « la prochaine étape logique de la coopération fiscale internationale devrait impliquer un impôt minimum pour les très riches ». Plusieurs pays, dont la France, en avait soutenu le principe, à condition qu'elle soit d'application mondiale. Toujours le sacro-saint du « level playing field », si cher au Luxembourg. La taxe Zucman intéresse aussi le groupe de pays africains qui revendiquent un traitement des questions liées à la fiscalité internationale dans le cadre de l'ONU et non plus dans celui de l'OCDE, jugée trop favorable à ses 38 riches États membres.

La mise en place d'une taxe à l'échelle internationale a encore ressurgi lors du quatrième sommet pour le financement du développement qui s'est déroulé sous l'égide de l'ONU, à Séville, début juillet. Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, et à nouveau le président Lula ont annoncé qu'ils travaillaient à la mise en place d'une coalition de pays « pour une plus juste taxation des super-riches ». La recherche de nouvelles recettes pour le développement devient cruciale alors qu'il manque 4.000 milliards de dollars et que les États-Unis de Trump ont sabré la quasi-totalité de leur budget consacré à ces dépenses. Les quelque 3.000 milliardaires recensés dans le monde ont vu leur fortune progresser de 37 %, s'établissant à 3.300 milliards, selon l'ONG Oxfam.

Dans une manifestation  
à Lille, en mars 2023.



PHOTO : EVJUNSPASH

sorties d'aucun contrôle ni de contrepartie, ont déploré les membres de la commission transpartisane. Les ministères concernés n'ont en outre pas été capables de chiffrer les montants qu'ils versaient aux entreprises, ni même d'établir de liste des entreprises destinataires. Si une partie de ces sommes bénéficie aux PME, ce sont bien les grands groupes qui sont dans le collimateur. À l'exemple de Carrefour ou Sanofi, qui ont bénéficié de centaines de millions d'euros d'aides avant de licencier massivement, tout en distribuant de copieux dividendes à leurs actionnaires.

Les passes d'armes se multiplient ces jours-ci, jusqu'à la caricature. Dans une interview au « Sunday Times », paru le 20 septembre, Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, a qualifié Gabriel Zucman de « militant d'extrême gauche », mettant « au service d'une idéologie sa pseudo-compétence universitaire ». Une attaque ad hominem qui n'est pas sans rappeler celles dont use Donald Trump, dont Bernard Arnault est un ami intime depuis plus de 40 ans. Gabriel Zucman propose au patron de LVMH de débattre sur la « base de faits », tout en relevant la « fébrilité » que son idée de taxe provoque chez lui. L'empereur du luxe, dont la fortune est estimée à 160 milliards de dollars, est d'autant plus concerné qu'il concentre la plus grande partie de ses avoirs dans des holdings. En 2021, l'enquête journalistique OpenLux avait montré qu'il en avait créé plus de 30 au Luxembourg, quand bien même il en a rapatrié un certain nombre en France depuis.

La question de la justice fiscale s'impose dans le débat, alors que le pouvoir d'achat recule et que le taux de pauvreté en France atteint son plus haut niveau depuis le début des années 1970. Toute cette agitation inquiète les milliardaires, tant choyés par Emmanuel Macron depuis son arrivée au pouvoir. L'instabilité politique provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, et le piteux état des finances publiques changent néanmoins la donne. Le déficit budgétaire a atteint 5,8 % du PIB en 2024 et la dette publique 114 %. Selon les hauts fonctionnaires du ministère des Finances, cette dérive est exclusivement liée à un manque de recettes

fiscales, alors que Macron a multiplié les cadeaux fiscaux aux très riches, supprimant notamment l'ISF ou instaurant la « flat tax », qui limite l'imposition des dividendes.

#### Des socialistes hésitant-es

François Bayrou a fini par perdre Matignon en engageant sa responsabilité sur son projet de budget 2026. Celui-ci visait 40 milliards d'économies en promettant sang et larmes aux classes moyennes et aux plus fragiles, s'attaquant par exemple aux patientes souffrant de maladies chroniques ou en rognant encore sur les allocations chômage au nom d'une supposée lutte contre l'assistanat. Rien, ou presque, n'augmentait de façon équitable la contribution des plus riches. Pas question pour le premier ministre sortant d'augmenter les impôts, François Bayrou entonnant le traditionnel refrain des dépenses excessives, surtout celles liées à la couverture sociale.

Avec Sébastien Lecornu, Emmanuel Macron vient donc de nommer son troisième premier ministre en un peu plus d'un an. Celui, qui, ces dernières années, était ministre des Armées, a promis une « rupture » par rapport à ses prédécesseurs. Face à un parlement fragmenté en trois blocs, où aucune majorité claire ne peut se dégager, le nouveau chef du gouvernement tente surtout d'amadouer le parti socialiste, qui avait déjà sauvé Bayrou sur le précédent budget, en ne s'associant pas à la motion de censure votée par le reste de la gauche. Mais les socialistes, qui pensaient diriger le nouveau gouvernement après la chute de Bayrou, se méfient. Ce dernier n'avait pas respecté les promesses qu'il leur

avait faites pour ne pas être censuré. Surtout, quand bien même l'on sent que le pouvoir les titille, les socialistes ne veulent pas passer une seconde fois pour les complices de Macron, alors que se profilent les élections municipales en mars et la présidentielle au printemps 2027. Le pays n'est de surcroît pas à l'abri d'une nouvelle dissolution qui entraînerait de nouvelles élections législatives.

À l'image du reste de la gauche, ils sont également sceptiques sur la réelle volonté de Sébastien Lecornu de rompre avec la politique qui a entraîné le pays dans l'instabilité politique et dans une situation financière inconfortable, après sept ans de présidence Macron. Face à un climat social inflammable et un rapport de force favorable à l'intersyndicale, le président et son bloc central sont conscients qu'ils n'éluderont pas totalement la question de la justice fiscale. En réalité, ils tentent de louvoyer en proposant d'autres formes de taxation des plus riches, qui s'avèrent pour l'instant totalement cosmétiques. Et c'est peut-être à cette aune qu'il faut d'abord lire la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon. Considéré comme la personnalité la plus proche d'Emmanuel Macron, le nouveau premier ministre semble surtout faire fonction de gardien du temple, rien à ce stade n'indiquant qu'Emmanuel Macron soit prêt à abandonner son dogme contre la hausse des impôts des plus riches.

Reçue par Sébastien Lecornu le 24 septembre, l'intersyndicale est d'ailleurs ressortie de Matignon en appelant à une nouvelle journée de grève et de manifestation ce 2 octobre. Le Medef, la première organisation patronale, a pour sa part invité ses

adhérents à un grand meeting, le 13 octobre, pour marquer le refus du patronat de « danser la Zucmania ».

La « Taxe Zucman » rapporterait entre 20 et 25 milliards de recettes budgétaires supplémentaires à la France par an. L'instaurer serait « un strict minimum », tranche l'économiste Thomas Piketty. Le directeur de l'École d'économie de Paris et spécialiste reconnu des inégalités rappelle la réalité brute des chiffres : en vingt ans, la fortune des 500 familles les plus riches de France a augmenté en moyenne de 10 % par an. Alors que leur patrimoine représentait 6 % du PIB en 1996, il en représente désormais 42 %. Se montrant plus radical, Thomas Piketty, qui fut le maître de thèse de Gabriel Zucman, estime insuffisante la taxe imaginée par son ancien élève, « compte tenu de l'ampleur de la dette publique et de l'ampleur de tous les nouveaux investissements nécessaires » en France.

L'auteur du « Capitalisme au XXI<sup>e</sup> siècle » et soutien du programme économique de La France insoumise à la dernière présidentielle, préconise un mécanisme de taxation lié aux nombres d'années vécues en France, afin d'éviter l'exil fiscal des grandes fortunes. « Si vous ne la payez pas, vous vous mettez dans la même position que quiconque décide de ne pas payer d'impôt : vos actifs peuvent être gelés, vous pouvez être arrêtés à l'aéroport. C'est la vie des gens normaux », a déclaré Thomas Piketty dans une interview à Bloomberg, le 23 septembre. Voilà qui va encore faire jaser sur les plateaux de BFMTV et dans les colonnes du « Figaro ».